

La politique économique et principales théories explicatives des IDE

1. La politique économique et perspectives :

Le fonctionnement du marché ne permettant pas toujours d'aboutir à une situation d'équilibre satisfaisante, l'intervention de l'Etat devient alors nécessaire pour réguler l'économie et ce dernier élabore une politique économique.

1.1. Définition.

On définit la politique économique comme l'ensemble des moyens mis en œuvre par l'Etat pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixé dans le but d'améliorer la situation économique générale du pays.

Plusieurs raisons peuvent justifier l'intervention de l'État dans la sphère économique, parmi lesquelles la nécessité de maintenir la cohésion sociale, l'équilibre des marchés ou le libre exercice de la concurrence.

La politique économique est l'ensemble des interventions des administrations publiques (dont l'État, la banque centrale, et les collectivités territoriales) sur l'activité économique. Usuellement les économistes distinguent les politiques économiques conjoncturelles qui visent à orienter l'activité économique à court terme et les politiques économiques structurelles qui viennent à modifier le fonctionnement de l'économie sur le moyen ou long terme.⁹²

1.2. Les objectifs de la politique économique.

Il est de coutume de présenter les objectifs des politiques économiques en se référant aux fonctions de l'État dégagées par R. Musgrave en 1959 :

- l'État doit veiller à **l'allocation** optimale des ressources, en assurant la production des biens collectifs purs (qui sont consommés indivisiblement par l'ensemble de la collectivité, par exemple la Défense nationale), en luttant contre les effets externes et les monopoles, car les monopoleurs captent à leur profit une partie de la valeur ajoutée;
- l'État a une fonction de **stabilisation** de l'activité économique en veillant au respect des grands équilibres, d'où un taux de croissance du PIB le plus élevé possible, le plein-emploi, la stabilité des prix, c'est-à-dire un taux d'inflation le plus faible possible et un équilibre des échanges extérieurs, en d'autres termes de la balance des paiements;

92 Benoît Ferrandon, 2004, « *La politique économique et ses instruments* ». Documentation Française. p10

• l'État a enfin pour fonction de **redistribuer** la richesse créée, en fonction des choix manifestés par les électeurs, sur une base éminemment subjective de combinaison d'efficacité économique et de justice sociale.⁹³

Donc Les principaux objectifs de la politique économique sont, pour les économistes, au nombre de quatre :

1. La **croissance économique**, qui est mesurée par le taux de croissance du PIB.

Dans ce domaine, l'objectif de l'Etat est de favoriser une croissance élevée et inscrite dans la durée.

2. le **plein emploi**, évalué par le taux de chômage. L'Etat va aider, directement ou indirectement, à créer des emplois.

3. la **stabilité des prix**, traduite par le taux d'inflation. Il s'agit pour l'Etat de garantir le maintien du pouvoir d'achat des agents économiques en luttant contre l'inflation qui l'érode.

4. L'équilibre **des comptes extérieurs**, indiqué par le solde de la balance des paiements.

1.3. Les différentes politiques économiques

On distingue deux grands types de politique économique selon le but poursuivi par l'Etat :

- s'il s'agit de contrebalancer un ralentissement temporaire de l'activité économique, l'Etat mettra en œuvre une **politique conjoncturelle**.

- si au contraire, il s'agit de modifier en profondeur les structures économiques et sociales, l'Etat aura recours à une **politique structurelle**.

1.3.1. La politique conjoncturelle

Une conjoncture est une situation économique à un moment donné. Elles peuvent être définies comme une action des pouvoirs publics afin d'influencer la croissance à court terme dans la perspective de rétablir les grands équilibres du « carré magique ». Elles peuvent être expansionnistes (**de relance**) en cas de croissance faible et de chômage élevé, ou **de rigueur** (de stabilisation) en cas d'inflation et de déséquilibre des échanges extérieurs, le plus souvent provoqués par une expansion mal maîtrisée.

Il s'agit des fameuses politiques de *stop and go* pratiquées pendant les Trente Glorieuses, dont la clé était la courbe de Phillips, illustrant la nécessité d'arbitrer entre le chômage et

93 Pierre verimmen : « finance d'entreprise ».6eme édition par pascal quiry et yam le fur 2005.dalloz.paris.p733

l'inflation dans l'optique keynésienne. Une politique de relance passe par une augmentation des dépenses publiques ou une baisse des impôts et une politique monétaire expansionniste : une offre accrue de monnaie entraîne davantage d'échanges, car les sources de financement sont plus aisées et moins coûteuses. À l'inverse, une politique de rigueur signifie hausse des prélèvements obligatoires, baisse des dépenses publiques et une politique monétaire restrictive (progression modérée des moyens de paiement en circulation) a pour but d'agir, à court terme, sur les indicateurs économiques pour orienter l'activité dans un sens permettant de rétablir les grands équilibres macroéconomiques

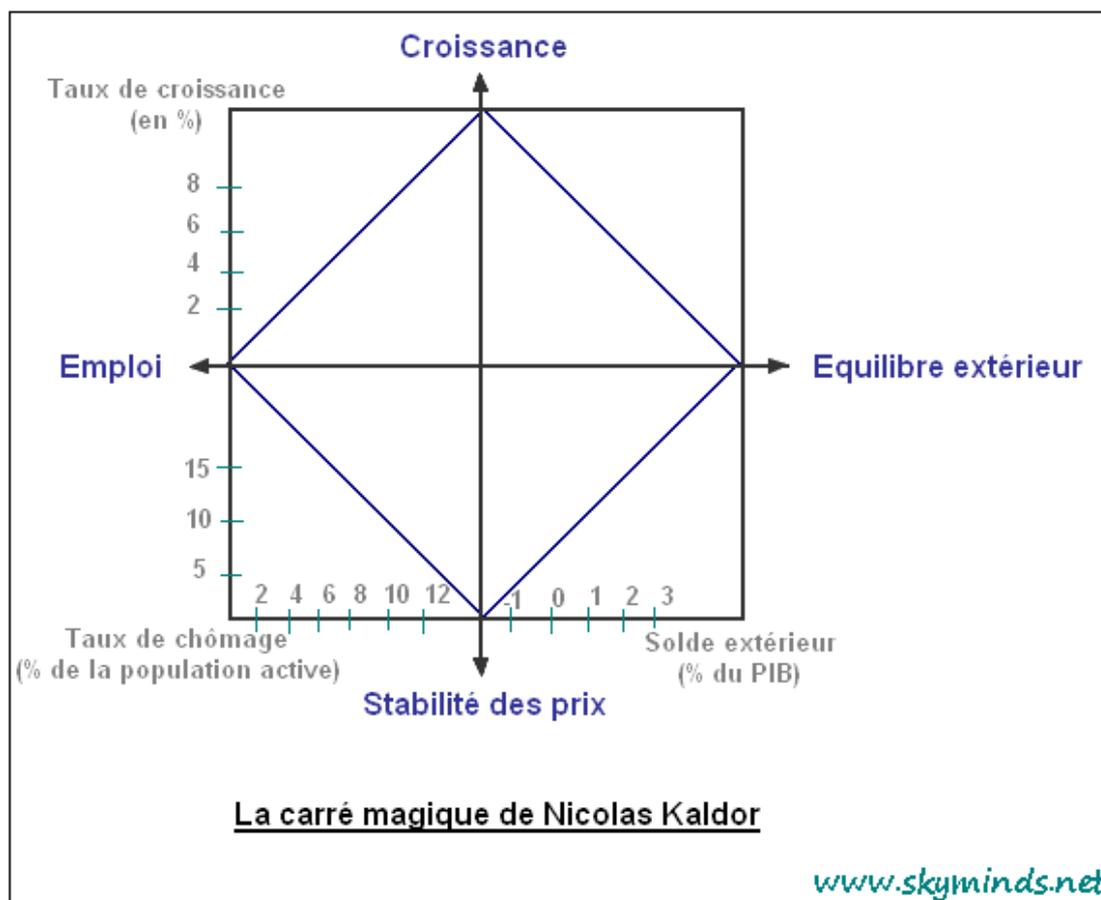
.Le carré magique⁹⁴

Il existe de très nombreux objectifs mais on résume souvent les 4 principaux à l'aide d'une représentation graphique appelée *carré magique* et due à l'économiste britannique *Nicholas Kaldor*.

Ces 4 objectifs sont l'emploi, la croissance, la stabilité des prix et l'équilibre extérieur (balance commerciale équilibrée). Le schéma suivant présente les 4 indicateurs propres à ces objectifs. En rejoignant les points, on obtient un quadrilatère qui représente d'autant mieux une situation économique favorable qu'il est proche du carré magique

94 Jean-Christophe GRAZ « LES NOUVELLES APPROCHES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE INTERNATIONALE. » Économie politique internationale.p54

Figure n° 6 : Le carré magique de Nicholas Kaldor



Source : <http://www.skyminds.net/economie-et-sociologie/la-regulation-des-activites-sociales/les-politiques-economiques/>

Donc Les politiques conjoncturelles ont une fonction de régulation selon la situation économique. La recherche des grands équilibres se fera donc par la relance ou la rigueur.

1.3.2. La politique structurelle

La structure est la manière dont les parties d'un tout sont arrangées entre elles.

Les moyens d'action demeurent pour l'essentiel les mêmes que précédemment, mais prennent une orientation durable, dans le but de corriger les oublis ou les erreurs du marché⁹⁵ :

- la planification indicative agit par incitation sans se substituer au marché, en favorisant le développement de secteurs ou de régions cibles

95 Nicoletti Giuseppe, Stephen S. Golub, Dana Hajkova, Daniel Mirza et Kwang-Yeol Yoo : « L'INFLUENCE DES POLITIQUES SUR LES ÉCHANGES ET L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER ». *Revue économique de l'OCDE* n° 36, 2003/.p13

- la politique industrielle est un ensemble de relations entre l'État et l'industrie, par le jeu de prises de participation, de crédits bonifiés, de subventions, de réductions d'impôts, de commandes publiques. Elle peut viser le système productif dans son ensemble ou un secteur particulier (les nouvelles technologies) ou encore un groupe de secteurs en les associant à de grands programmes (Ariane ou Airbus pour l'industrie européenne)
- les politiques de recherche, d'éducation ou de santé agissent également sur le système productif, car elles génèrent des effets externes positifs dont vont profiter les entreprises pour améliorer leur compétitivité structurelle. Peuvent aussi faire partie de ces politiques, les politiques d'aménagement du territoire ainsi que celle concernant l'environnement⁹⁶ s'inscrit dans le long terme et vise à agir sur les structures économiques du pays pour transformer le mode de fonctionnement du système économique.

Les mesures prises touchent l'emploi, la santé, la fiscalité mais aussi la politique industrielle et agricole, la politique de l'environnement, l'aménagement du territoire, le système de protection sociale (réforme des retraites), etc.

Ces politiques ne donnent des résultats que longtemps après leur mise en place.⁹⁷

La politique économique est de plus en plus un enjeu de souveraineté, dans la mesure où l'économie a pris une place déterminante dans la vie des pays, surtout les plus développés. Parmi les secteurs économiques les plus touchés par les enjeux de souveraineté, on retiendra particulièrement la défense, l'énergie (sécurité d'approvisionnement), l'ingénierie informatique (matériel et logiciel).

En théorie économique contemporaine, toute politique économique doit implicitement ou explicitement faire face aux difficultés soulevées par les théorèmes de l'économie du bien-être, le théorème de Coase ainsi que la critique de Lucas.

Ces trois éléments de théorie économique soulignent en effet respectivement l'efficacité de l'allocation par le marché, la souplesse des contrats au regard des mesures de politique et enfin l'importance des comportements opportunistes des agents face à toute forme de politique économique.⁹⁸

96 Xavier greffe : « comprendre la politique économique » économie poche.2eme édition.économica.paris1995

97 Joëlle Bonenfant Jean Lacroix : « Comprendre l'environnement économique »Chambre de commerce et d'industrie de paris. Direction des relations internationales de l'enseignement. Centre de langue. *Ressources pour les enseignants et les formateurs en français des affaires.* p 07

98 *Cahiers français*, 1998, Les politiques économiques, documentation Française. p42

*Méthode de la politique économique

Schématiquement, une politique économique se déroule en trois phases distinctes :⁹⁹

1. L'État (c'est-à-dire le gouvernement) doit établir un diagnostic de la conjoncture économique actuelle. Il doit en particulier prendre en compte certains indices importants : le taux de croissance du PIB, le taux de chômage, le taux d'inflation...
2. Une fois le diagnostic établi, il doit définir les priorités que sa politique va adopter. En effet, une politique économique ne peut être axée que sur certains objectifs principaux (parmi les plus courants figurent la lutte contre le chômage, la tentative de relance de la croissance, ou encore la lutte contre l'inflation), les autres objectifs étant du coup nécessairement relégués au second plan, ou négligés.
3. L'État doit ensuite décider des outils qui vont lui permettre de mettre en œuvre son action pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés

2. Principales théories explicatives des IDE :

Plusieurs théories ont traité les IDE, les plus récentes sont celle de Dunning (1993) et de Caves (1996). Par ailleurs, on peut remarquer que les théories les plus importantes sont basées sur l'économie industrielle.

Dans sa thèse de Doctorat, Hymer (1960) a distingué entre l'investissement de portefeuille et l'investissement direct. Il montre que les hypothèses d'arbitrage sur le capital expliquant les mouvements internationaux de capital, sont en contradictions avec le comportement des multinationales et sont, ainsi, incapables d'expliquer les causes des IDE et ce pour trois raisons.

· **Premièrement** : une fois que le risque, l'incertitude, la volatilité des taux de change, et les coûts d'acquisitions des informations sont incorporés dans la théorie de l'arbitrage de portefeuille, plusieurs des prévisions économiques restent, tout de même, invalides. En fait, ceci est dû aux imperfections du marché qui affectent les performances des firmes, et en particulier leurs stratégies sur les marchés étrangers.¹⁰⁰

99 Benoît Ferrandon. 2004, « *La politique économique et ses instruments* », documentation Française.opcit.p61

100 NJOUM NGUENIN MARTIAL « L'ANALYSE DES DETERMINANTS DEL'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER AU CAMEROUN » Mémoire de D.E.A. Spécialité : Economie Industrielle. Présenté et soutenu le 03 Avril 2009.UNIVERSITE DE DOUALA. Faculté des Sciences économiques et de Gestion appliquée. Ecole doctorale en sciences économiques
Unité de formation et de recherche : Economie et Applications. P16

· **Deuxièmement** : les IDE permettent non seulement le transfert de ressources (capital), mais aussi de technologies, d'expériences managériales et de savoir-faire. D'où l'existence de rentes économiques importantes et d'effets d'externalité positifs, qui peuvent être aussi importants que les effets directs des déplacements de capitaux et des investissements étrangers.

· **Troisièmement** : les IDE n'ouvrent pas la possibilité de changement de possession (*ownership*), de ressources ou des droits. **Hymer** explique la distribution des IDE entre les marchés, par les théories microéconomiques.

En appliquant les théories d'économie industrielle, Hymer pense que les FMN sont identiques aux firmes locales.

Le fait d'investir à l'étranger englobe certaines difficultés : communication, transport, barrières de langues...

Cependant les FMN doivent posséder des avantages spécifiques de localisation : technologie, économie d'échelle qui permet de dépasser les barrières locales et d'être compétitive face aux entreprises locales.¹⁰¹

Des recherches ont été menées par **Kindleberger** (1958), **Caves** (1983) et **Dunning** afin d'identifier, les avantages de délocalisation tel que : la capacité technologique, l'expérience, la structure industrielle, la différenciation des produits, les connaissances du marché, et les compétences organisationnelles.

Dans l'approche de **Vernon** (1966), il explique les IDE selon le cycle de vie du produit. Au début le produit est conçu dans le pays d'origine avec des technologies innovatrices, et il est aussi produit pour le marché local.

Après, arrivé à un autre stade du cycle de vie, une certaine croissance et connaissance du marché, de synergie, le produit est exporté vers d'autres pays ayant des caractéristiques similaires au pays d'origine.

Lorsque le produit devient standard et mature, les coûts de travail deviennent très importants dans le processus de production, c'est à ce moment là que les firmes délocalisent à la recherche de coûts de production bas.

Le cycle de vie du produit était, ainsi, la première interprétation dynamique des déterminants des IDE et de leurs relations avec le commerce international.¹⁰²

101 NJOUM NGUENIN MARTIAL « L'ANALYSE DES DETERMINANTS DEL'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER AU CAMEROUN » op cit .P18

102 NJOUM NGUENIN MARTIAL « l'analyse des déterminants de l'investissement direct étranger au Cameroun » Mémoire de D.E.A. Spécialité : Economie Industrielle. Présenté et soutenu le 03 Avril 2009. Op cit .P19

Dans les années soixante dix, quelques économistes, en particulier **Buckley** (1991) et **Casson** (1976), **Lundgren** (1977), et **Swedenborg** (1979), ont proposé l'application de la théorie d'internationalisation afin d'expliquer la croissance des FMN basées sur la théorie des coûts de transactions. En effet, le choix entre servir un marché extérieur par l'exportation ou par le franchisage et d'y investir, dépend de certains coûts, tel que les coûts d'opportunité, d'installation ou encore des coûts de maintenance... tant que ces coûts existent la FMN préfère s'installer elle-même à proximité du marché en question, ou bien elle peut opter pour le franchisage.

Ce dernier semble être le cas de plusieurs multinationales, notamment 'Cocacola' qui a élaboré un système de franchise à l'échelle internationale lui permettant d'être présente sur tous les marchés.

En analysant cette théorie (approche d'internationalisation), on retrouve très clairement l'idée d'existence d'imperfections sur le marché, développé au début des années soixante par Hymer. Ainsi, afin de minimiser les coûts de transactions et d'améliorer l'efficacité de la production, les FMN décident de délocaliser leurs productions. Il faut noter, néanmoins, que cette vision des IDE néglige les spécifications internes de localisation. Par spécifications internes de localisation on entend les données économiques, sociales et politiques du pays hôte et qui jouent un rôle prépondérant à la fois dans la décision de délocalisation et du choix du pays d'accueil.

De même, les travaux de **Mayer et Mucchielli** (1999) se sont intéressés à la localisation à l'étranger des firmes multinationales et en ont déduit quatre facteurs déterminants : la demande du marché des biens, le coût des facteurs de production, le nombre d'entreprises locales et étrangères déjà installées sur place et la synthèse des différentes politiques d'attraction menées par les autorités locales. En d'autres termes, les entreprises recherchent les lieux où la demande est importante et là où les coûts de production sont faibles. Plus tard en 1998, **Wilhelms et Witter** ont créé le concept d'*adaptation institutionnelle* à l'IDE, publié dans l'ouvrage intitulé « Foreign Direct Investment and its Determinants in Developing Countries ».

La théorie élaborée intègre des variables microéconomiques (concernant l'investisseur), macroéconomiques (couvrant les caractéristiques de l'économie réceptrice de l'IDE) et des variables méso économiques (représentant les institutions liant l'investisseur et le pays hôte tel que les agences du gouvernement qui publient les politiques concernant l'investissement direct).

Enfin, les travaux de *Morisset et Neso* (2002) ont montré quant à eux que les procédures administratives complexes, nécessaires à l'établissement et au fonctionnement des affaires, découragent l'entrée des flux d'IDE.

-Les auteurs ayant traités de l'IDE ont tenté de formaliser ses causes en développant ou en appliquant des approches théoriques.

Certains des arguments avancés s'inspirent des théories de commerce, de l'investissement ou du marketing. Chacune des théories contribue à notre compréhension des raisons sous-jacentes à l'IDE ou offre une explication relative à un IDE particulier .il n'existe cependant pas de théorie complète de l'IDE. Notre analyse va donner lieu à plusieurs contributions dans la littérature économique : les théories traditionnelles du commerce international et de l'investissement, la théorie de l'arbitrage financier, la théorie du cycle de vie du produit, la théorie des marchés et la théorie éclectique.¹⁰³

2.1. Les théories traditionnelles du commerce international et de l'investissement.

Selon ces théories, les pays se spécialisent dans des produits pour laquelle ils possèdent un avantage comparatif. Cela leur permet d'utiliser les ressources de leur territoire ou de leur main d'œuvre de la manière la plus productive et d'exporter leur surplus de production. Les autres produits sont dès lors importés des pays qui peuvent les produire avec une efficacité relative. Si tous les pays exploitent leurs avantages comparatives et que tous les pays sont comparativement (mais pas nécessairement absolument) meilleurs que d'autres dans certains produits, le commerce international est bénéfique pour tous.

La théorie fondamentale de l'avantage comparatif fut plus tard adaptée dans le modèle de Heckscher-Ohlin.

Heckscher et Ohlin estiment que l'avantage comparatif provient des différences entre les dotations de facteurs naturels. Lorsque le territoire et la main d'œuvre offrent des réserves abondantes, leur coût est généralement plus bas. Un pays ayant des ressources abondantes ou productives ne développera pas seulement l'utilisation industrielle de ses propres ressources mais attirera également des entreprises étrangères.

Ces théories offrent donc une analyse de l'IDE aussi bien que du commerce international.

Sous sa forme principale, la théorie traditionnelle permet d'expliquer pourquoi les activités

103ZINEB EL AOUMARI « Attractivité de canada : « l'investissement direct étranger et dynamique de la croissance »université de Québec a Montréal. Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en économie.

nécessitant une utilisation intensive des ressources comme les industries extractives, l'agriculture et même le tourisme sont attirées par des pays ou des régions en particulier. Si l'avantage comparatif provient autant des actifs acquis ou créés par des ressources naturelles, ces théories peuvent également s'appliquer aux entreprises issues d'autres industries et qui sont à la recherche d'une main d'œuvre qualifiée, de la technologie ainsi que d'autres actifs spécifiques. Au sens large, la théorie traditionnelle fournit une explication sous-jacente à l'IDE mais elle ne rend pas compte de la diversité de facteurs qui affectent les décisions relatives à l'IDE dans la pratique.

2.2. La théorie de l'arbitrage financier

L'arbitrage est une combinaison de plusieurs opérations permettant de réaliser un bénéfice sans risque (en théorie au moins !) en tirant partie des seules imperfections susceptibles d'apparaître entre différents marchés. L'arbitrage permet d'assurer l'égalité des prix à un même moment. Il assure la fluidité entre les différents marchés et contribue à leur liquidité. C'est l'opération de base qui permet de garantir l'efficacité des marchés.

L'arbitrage sur les marchés de capitaux est le processus par lequel les actifs financiers sont achetés à un prix plus bas sur un marché et vendus à un prix plus élevé sur un autre.

Les fonds peuvent alternativement être empruntés à un taux plus bas et prêtés à un tiers à un niveau plus élevé. L'arbitragiste agit bien sûr ainsi pour dégager un profit mais l'arbitrage a pour effet d'égaliser les prix ou les taux d'intérêt entre les marchés si les mouvements des capitaux sont totalement libres. Aussi longtemps que des différences de prix ou de taux d'intérêt existent entre les marchés, le capital sera attiré vers les marchés sur lesquels il peut obtenir la rémunération la plus élevée.

Cette théorie a été appliquée aux flux d'investissement étranger. La manière dont elle peut s'appliquer au portefeuille d'investissement est évidente, dans la mesure où ce type d'investissement est souvent très sensible aux mouvements internationaux des taux d'intérêt, entre autres. Elle est moins facilement applicable à l'IDE, qui réagit davantage à des facteurs de long terme qu'à des facteurs de court terme. Cependant, d'un point de vue général, tout investissement sera attiré par des perspectives d'une rémunération supérieure. Dans le cas de l'IDE, la rentabilité d'un investissement est souvent influencée par une combinaison de facteurs, et l'arbitrage du capital dès lors qu'une analyse plutôt générale.¹⁰⁴

104 ZINEB EL AOUMARI : « Attractivité de Canada : l'investissement direct étranger et dynamique de la croissance » OP CIT.P17

2.3. La théorie du cycle de vie du produit

La théorie du cycle de vie du produit de Vernon(1966) est parfois appliquée à l'IDE. Cette théorie permet d'expliquer pourquoi une fois produits dans les pays développés, les biens sont finalement fabriqués à moindre cout dans les pays en développement, et ensuite exportés vers leurs pays de production d'origine. De manière plus limitée, les entreprises rallongent parfois la durée de vie d'un produit en concédant des licences de production à des pays moins développés. Ce fut le cas dans le milieu des années 1990 lorsque Rover s'organisa pour sa gamme obsolète de véhicules Maestro soit produite en Bulgarie. C'est là le problème de cette théorie. Elle n'explique pas pourquoi une entreprise devrait privilégier l'IDE à la concession de licences ou même à l'exportation depuis le territoire national par exemple. S'il est vrai que le cout de la main d'œuvre peut être plus bas dans un pays en développement, les économies d'échelle ne pourront être réalisées qu'en concentrant la production dans une usine implantée sur le territoire national. La théorie du cycle de vie des produits permet d'expliquer pourquoi certains produits suivent un mode de productions particulières et l'IDE. Elle n'explique pas pourquoi certains produits sont d'abord produits dans des pays en développement ou pourquoi des produits similaires apparaissent parfois simultanément dans des pays différents.

2.4. La théorie des marchés¹⁰⁵

Elle repose sur l'hypothèse de l'imperfection des conditions de la concurrence pour expliquer les mobiles de l'investissement étranger et permet de mieux prendre en considération les situations réelles rencontrées par les firmes ; l'idée de l'oligopole imparfait constitue le cas de figure le plus riche de l'analyse de la multinationalisation

En effet, l'oligopole favorise l'internationalisation du capital ; permet à la firme grâce à la transnationalisation d'éliminer les obstacles qui s'opposent à son profit et sa croissance ;la firme se délocalise vers les nouveaux marchés pour exploiter les avantages technologiques et les produits différenciés dont elle dispose, ainsi que pour maximiser son profit, en ce sens « la multinationalisation » apparaît comme le moyen de surmonter les limitations qu'une firme rencontre dans l'oligopole national ; elle confère à la firme qui s'implante à l'étranger un

105 ZINEB EL AOUMARI « Attractivité de canada : l'investissement direct étranger et dynamique de la croissance »OP

atout décisif ces concurrents, et l'exploitation directe de cet atout, qu'il soit technologique ou commercial, lui permet d'en retirer une quasi rente économique .

« La multinationalisation » correspond par conséquent à une situation économique négative, et ce, dans la mesure où elle est le seul refuge pour les FTN pour écouler leurs produits, trouver des débouchés et sortir du marasme interne, mais aussi à une situation économique positive, et ce, dans la mesure où la FTN exploite ses atouts et avantages comparatifs dont elle dispose pour résorber ses déficits internes et réaliser plus de profit.

2. 5. La théorie de l'approche éclectique :

C'est l'approche la plus complète sur la stratégie des FMN en matière d'investissement étranger et qui remonte au milieu des années 70 avec l'œuvre de Dunning (1977). Partant du concept de marché imparfait développé par plusieurs théoriciens (Hymer, Kindleberger et Coase), son approche globale sur les facteurs explicatifs de l'investissement direct fait de lui le pionnier du paradigme OLI (propriété, localisation, internationalisation) dans laquelle il réunit trois avantages essentiels qui, selon lui, poussent les multinationales à s'implanter à l'étranger. Le premier avantage est un avantage spécifique de l'entreprise transnationale dans le pays d'accueil, il peut s'agir de l'avantage que l'entreprise a sur ses rivales en termes d'actifs tangibles ou intangibles, de technologie avancées ou de marketing qui lui permet de réduire ses coûts et de faire face à ses concurrents, ensuite l'exploitation effective de ces actifs oblige souvent la firme à internationaliser ses opérations internationales en établissant des filiales à l'étranger (intégration verticale) au lieu de céder des licences aux firmes locales car cela augmenterait relativement ses coûts de transaction. Enfin, une fois ses avantages réunis, se pose alors le choix de la localisation permettant aux FMN d'exploiter au mieux les possibilités offertes par les pays d'accueil (prix des inputs, marchés, coûts de transport...).

La firme procède donc à l'investissement dans le pays d'accueil lorsqu'elle aura réuni simultanément ces trois types d'avantages (OLI). La FTN gardera tout de même la maîtrise de la pénétration du marché étranger par l'exportation même lorsqu'elle ne possède pas d'avantage à la localisation. Dans le cas extrême, la FTN effectuera une vente de licence auprès d'entreprises locales s'il n'y a plus d'avantage à internationaliser sa production à l'étranger.

Les avantages énumérés ci-dessus sont exploités par des entreprises dont la demande vise à satisfaire soit le marché local, soit le marché étranger

Donc cette théorie L'une des premières tentatives de recensement des diverses combinaisons d'avantages qui conduisent une entreprise à s'implanter à l'étranger et donc à choisir une nation particulière comme lieu d'implantation est l'œuvre de Dunning connue sous le nom de la théorie éclectique¹⁰⁶.

Cette théorie, connue également sous le nom de paradigme OLI (*Ownership, Localisation, Internalisation*), suggère la présence de trois avantages qui expliquent le choix d'IDE par une firme multinationale, il s'agit de la propriété d'avantages spécifique, de localisation et d'internalisation :

- **Les avantages Spécifiques (O : Ownership)** : l'avantage *spécifique* représente l'avantage exclusif que peut avoir la firme multinationale vis-à-vis des firmes locales du pays d'accueil. Il consiste en la maîtrise d'un produit nouveau, d'un nouveau processus de production ou d'un actif intangible comme la réputation de la qualité du produit ;

- **Les avantages de localisation (L : Location)** : l'avantage de *localisation* est généralement lié aux caractéristiques du pays hôte. En effet, en produisant à l'étranger, la firme peut éviter les barrières naturelles ou artificielles à l'échange comme les droits de douane, les quotas à l'exportation ou l'importation, les coûts de transports, etc. Elle peut aussi bénéficier d'un accès préférentiel à d'autres marchés, dont bénéficie le pays hôte. Cet avantage peut être lié à l'allocation spatiale des ressources naturelles entre les pays

- **Les avantages d'internalisation (I : Internalisation)** : la firme multinationale dispose d'un avantage d'*internalisation* car en présence des deux précédents, il n'est pas toujours profitable d'installer une nouvelle filiale à l'étranger. Si la firme envisage d'accorder une licence de production à une firme locale, elle sera confrontée à deux principales difficultés¹⁰⁷ : d'une part, elle n'est pas incitée à révéler la totalité de son processus ou de sa technologie de production du fait que la firme à laquelle elle concède la licence peut rejeter le contrat, copier la technologie à moindre coût et devenir une concurrente de la multinationale. D'autre part, il existe un problème d'asymétrie d'information entre la multinationale et le licencié, liée au fait que tout accord doit comporter des incitations à maintenir la réputation sur la qualité ou la marque du produit pour ceux à qui on concède la licence. Ces difficultés créent une incitation à internaliser les transactions au moyen de l'implantation directe, donc à l'apparition des flux d'IDE.

106 Ferrera L., Henriot A., 2004, "La localisation des entreprises industrielles : comment apprécier l'attractivité des territoires", *Economie Internationale*, p. 93

107 Slim DRISS : « l'attractivité des investissements directs étrangers industriels en Tunisie ». *Région et Développement* n° 25-2007.P142.143

Les motivations en faveur de l'IDE sont liées principalement aux caractéristiques du pays hôte telles que l'accès aux inputs spécifiques, l'utilisation d'une main-d'œuvre qualifiée moins chère ou encore la suppression des barrières à l'échange et des coûts de transport. Les modèles d'IDE mettent en relief l'avantage d'une localisation particulière d'une firme multinationale et non l'avantage concurrentiel de celle-ci vis-à-vis des firmes locales.¹⁰⁸

Tableau n° 3 : Les différents déterminants de la multinationalisation des entreprises¹⁰⁹

<i>Avantage spécifique que détient la firme elle-même. (O)</i>	<i>Avantage du pays d'accueil (L)</i>	<i>Avantage lié à l'internalisation (I)</i>
Avance technologique, savoir faire ou compétence managériale. Economies d'échelle. Capacité à différencier ces produits (contrôle des marques). Accès plus facile aux marchés des facteurs de production et des produits intermédiaires.	Prix et qualité des inputs. Coût du transport et des communications. Qualité des infrastructures. Barrières douanières. Incitations à l'investissement. Proximité culturelle.	Diminution du coût de l'échange. Protection du savoir-faire. Contrôle de la production et des débouchés

¹⁰⁸ Driss S., 1997, "Investissement direct étranger et diffusion technologique dans les pays en voie de développement", *Thèse de doctorat*, Université de Toulouse 1.p55

¹⁰⁹ Denis Tersen, Jean-Luc Bricout, L'investissement international. Op cit.p69

Conclusion :

Dans ce chapitre, nous avons d'une part fait le tour des définitions des IDE proposées par plusieurs auteurs tels :

Jacquemot, qui définit l'IDE comme l'emploi des ressources financières qu'un pays fait à l'étranger. Pour l'OCDE, un investissement direct est effectué en vue d'établir des liens économiques durables avec une entreprise. Par contre, le FMI donne une autre définition des investissements directs : *les investissements effectués dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur.*

D'autre part, nous nous sommes intéressés aux différentes théories économiques sur les investissements directs étrangers ;

En mettant en lumière les théories, de la firme, de l'internalisation et la théorie de l'organisation industrielle qui aborde les éléments déterminant l'IDE sous l'angle de la firme et ensuite aux théories néoclassiques et celle du marché qui examinent l'IDE sous l'angle du libre échange. Puis par la suite nous avons définie le concept d'adaptation institutionnelle, qui éclaire le point de vue du pays hôte.

Ce chapitre s'est également penché sur les différentes stratégies des IDE, qui sont ici confondues à celle des firmes transnationales qui sont : les stratégies d'accès aux ressources du sol et du sous sol, à la stratégie horizontale et à la stratégie verticale.

Mais dans ce chapitre la réalité et la spécificité des IDE en Algérie n'ont pas été traitées, ceci nous amène à entamer un deuxième chapitre qui traitera de plus près l'état des IDE en Algérie, et plus précisément le climat d'investissement direct étranger en Algérie.

Chapitre II:
L'investissement
direct étranger en
Algérie